

# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 59 / 22 FEVRIER 1973 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 69397 LYON CEDEX 3

# ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

La multiplicité des partis et des candidats cherche à abuser le travailleur, à lui faire croire que des intérêts dans le fond distincts de ceux de la bourgeoisie s'expriment.

En fait, il s'agit pour la bourgeoisie d'avoir à sa disposition tout une panoplie de combinaisons gouvernementales pour faire face à des situations différentes.

★

Le recours à "l'union de la gauche" n'est apparemment pas envisagé par la bourgeoisie dans l'immédiat. Les sondages révèlent que "l'union de la gauche" plafonne, et avec les pourcentages actuels, n'obtiendraient pas de majorité parlementaire.

Mais ce qui est déterminant, c'est qu'aucun mouvement de masse ne supporte le "programme de la gauche". Parce que ce programme prétend accorder les 1 000 F, les 40 h, l'avancement de l'âge de la retraite, il bénéficie d'un certain écho dans la classe ouvrière. Mais cet écho n'est pas si profond au point que la classe ouvrière en révolte déclenche des mouvements d'envergure pour exiger des capitalistes qu'ils satisfassent les revendications alignées dans le programme commun de la "gauche". Rien ne presse donc pour la bourgeoisie de confier la gestion de ses intérêts au tandem Marchais-Mitterrand.

Le cas échéant, si, au lendemain des élections par exemple, les ouvriers se rendant compte qu'ils ont été grugés, mettent par leurs mouvements la classe capitaliste en difficulté, alors "l'union de la gauche" constituera un recours possible. Des mesures anti-ouvrières que des ministres sans étiquette de gauche auraient été impuissants à faire passer, seront imposées par des ministres "socialistes" ou "communistes"; des menaces très précises à ce sujet ont été faites aussi bien par Marchais qui annonce que "les ouvriers travailleraient mieux s'ils avaient un gouvernement de gauche" que par Deferre, qui, lui, s'il devient ministre de l'Intérieur, réprimera sévèrement "toute pagaille et tout désordre".

La bourgeoisie a même prévue de faire renvoyer le P"C" F, une fois qu'il

aurait suffisamment atténué la révolte de la classe ouvrière. Ainsi dans le programme commun, Mitterrand a imposé qu'en cas de désaccord PS-PC, Pompidou pouvait choisir un nouveau premier ministre, et constituer un nouveau gouvernement (sous-entendu : sans le P"C" F !)

★

Si la mise sur pied de "l'union de la gauche" doit permettre à la bourgeoisie de faire face à ses contradictions avec les masses, c'est un tout autre but que doit remplir la formation des réformateurs. De multiples indices les donnent comme participants quasi certains au prochain gouvernement. Par exemple Pompidou, répondant à la télévision au très servile Jacques Alexandre, affirme que "les élections sont un duel entre l'union de la gauche et tout le reste", ce qui signifie en clair qu'il n'y a plus de contradictions importantes entre l'ancienne majorité et les réformateurs. Par exemple encore, Lecanuet et Servan-Schreiber viennent de faire connaître leurs conditions pour participer au futur gouvernement : il s'agit d'un manifeste en 10 points ultra-général (il y est promis le SMIG à 1 000 F... par étapes ! ... et de ce fait aucunement contradictoire avec les orientations de Pompidou.

L'appel aux réformateurs s'accompagne de la prévision d'un très sérieux laminage de l'UDR aux prochaines élections; alors que ce parti détenait depuis les élections de 68, la majorité absolue à la Chambre des députés, il a été depuis de tous les scandales, et il lui est prédit la perte d'une centaine de sièges.

C'est Pompidou qui fournit très explicitement la clef de ce changement, quand il annonce, toujours à la télévision : "Tout le monde sait bien que dans le monde actuel, tel qu'il est, la sécurité de la France suppose l'alliance avec les USA". On est loin des tonitruantes déclarations de son prédécesseur de Gaulle, contre l'hégémonie yankee. Sur la base des acquis de la période gaulliste, l'impérialisme français développe aujourd'hui une politique d'alliance plus rapprochée avec l'impérialisme US; cela doit s'accompagner de la liquidation du personnel

politique qui s'est identifié à la politique gaulliste. Voilà le sens du laminage que subit l'UDR.

Ce laminage peut très bien d'ailleurs s'accomplir par une alliance qui irait jusqu'aux "socialistes"; Pompidou n'a lancé d'exclusive que contre la direction actuelle du PS et son engagement aux côtés du P"C" F, et Lecanuet ou Peyrefitte ont fréquemment fait des appels plus ou moins discrets aux

"socialistes"; ces appels seront entendus bien sûr si vraiment "l'union de la gauche" n'est pas un besoin pour la bourgeoisie.

★

Les travailleurs voient ainsi ce qui peut sortir des urnes le 11 mars ! Un nouveau gouvernement chargé de gérer les intérêts de l'impérialisme. Ils savent qu'au lendemain du 11 mars, la période

de des promesses passées, l'exploitation se fera plus sévère, l'oppression plus brutale. C'est pourquoi à l'appel des communistes marxistes-léninistes de France, ils suivront le mot d'ordre d'ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE, et prépareront les combats qui inévitablement s'aiguilleront après le 11 mars, contre le chômage, les cadences, les bas salaires, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet !



# LA FAILLITE DU DOLLAR



Fabriquer des dollars à la pelle ne fait qu'aggraver la crise de l'impérialisme US.

Une nouvelle crise vient de secouer le système monétaire capitaliste. Ce n'est pas la première. Déjà dans les années 67 à 69, une première crise avait forcé les capitalistes à dévaluer la livre anglaise et le franc. En 71, nouvelle crise : le 15 août, Nixon déclare la faillite du dollar (le dollar n'est plus convertible en or), et prend des mesures de protection douanière. Ce n'était sans doute pas suffisant car, le 13 décembre 71, pour la première fois depuis 35 ans, le dollar était dévalué de 7,89 %. La nouvelle secousse prouve que ces mesures n'étaient que du replâtrage ; et il en sera de même du nouvel emblème décidé par Nixon, dévaluer le dollar de 10 %.

## UNE CRISE INSURMONTABLE

En effet, cette crise monétaire n'est rien d'autre que la manifestation extérieure de la crise générale économique et politique du système capitaliste, des contradictions insurmontables que crée ce système.

- La politique d'exportation de capitaux, pour la recherche de profits encore plus grands a conduit les impérialistes US après la guerre de 40 à investir en Europe et au Japon. Ils ont ainsi renfloué des impérialismes concurrents, pendant que l'économie américaine privée de capitaux stagnait.

- La politique de pillage des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, s'est heurtée à la lutte de libération nationale des peuples de ces pays. Pour faire face, l'impérialisme US a dû investir massivement dans l'industrie de guerre. Pour financer cette politique l'Etat a dû fabriquer artificiellement des quantités de papier monnaie, ce qui a encore accéléré la crise.

- La soif de profit pousse les capitalistes à produire toujours plus et en même temps, à exploiter toujours plus les ouvriers de leurs usines. Si bien que le prolétariat a de moins en moins les moyens d'acheter toutes les marchandises produites. Il s'agit alors pour les capitalistes de trouver de nouveaux marchés. Or dans le monde ces nouveaux marchés sont de plus en plus réduits. De nouveaux immenses territoires, comme la Chine, sont devenus socialistes et se sont fermés à la rapa-

ché impérialiste. La concurrence avec les impérialismes d'Europe et du Japon, ainsi qu'avec le dernier venu, le social-impérialisme soviétique devient de plus en plus dure.

Exploitation forcée, conquête de marchés, exportation de capitaux, militarisation de l'économie, c'est la nature même de l'impérialisme, et c'est ce qui crée sa perte. Sa maladie est bien trop grave pour que quelques emplâtres monétaires suffisent à la guérir.

## L'ÉCHEC DE L'IMPÉRIALISME US

La dernière crise est bien la conséquence directe des récents échecs de l'impérialisme US. Janvier 73, l'accord de cessez-le-feu au Vietnam réduit dans l'immédiat les possibilités d'investissement des capitaux dans l'industrie de guerre : il faut trouver d'autres débouchés — Janvier 73, Nixon présente le bilan du budget US pour 72 : un déficit de la balance commerciale (moins d'exportations que d'importations), de 6,44 milliards soit 3 fois plus qu'en 71, alors que les mesures d'août 71 étaient censées activer les exportations. Janvier 72, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, la construction de l'Europe agricole et la concurrence japonaise limitent les possibilités d'exportation vers l'Europe. Nixon prend des mesures : réduction du programme d'"aide" au tiers monde pour diminuer la sortie des capitaux US. Réduction de la part du budget consacrée aux dépenses "sociales", pour compenser le déficit du budget. Des perspectives de chômage et de blocage des salaires pour surexploiter le prolétariat. Et maintenant la dévaluation du dollar pour activer les exportations. Ce ne sont que les premières mesures et Nixon est bien décidé à se battre lors des prochaines négociations commerciales (Nixon Round) pour que le marché Européen soit largement ouvert aux USA.

Ce ne sont là que des batailles entre requins impérialistes. La conséquence de cette concurrence pour le prolétariat n'est qu'une plus grande exploitation. Seule la Révolution socialiste mettra un terme à cette crise tout le reste n'est que replâtrage momentané !

Depuis 1944, le système monétaire international était basé sur le dollar : la valeur en or était fixée et, à la demande, la banque centrale US devait échanger des dollars contre leur équivalent en or. Cette convertibilité du dollar était garantie par les réserves en or de la banque US.

En difficulté les USA se mirent à émettre une grande quantité de monnaie, pour couvrir le déficit de la balance des paiements (plus de capitaux exportés qu'importés). Or, dans le même temps, les réserves en or baissaient car plus il y a de dollars hors des USA, plus de pays en demandent la conversion en or. Moins d'or, pour garantir plus de dollars : le dollar avait de ce fait dévalué.

Depuis le 15 août 71, Nixon a décidé que le dollar n'est plus convertible en or, il a même officiellement dévalué. Ce qui n'empêche pas le même processus de se reproduire. Et il y a eu crise fin janvier quand, devant un afflux brutal et massif de dollars US dans leurs coffres, l'Allemagne et le Japon ont refusé de reconnaître plus longtemps la parité officielle du dollar.

Les diverses "solutions" capitalistes à la crise : Le blocage des salaires et des dépenses "sociales", réduire les dépenses du budget d'Etat, donc son déficit. L'aide aux investissements intérieurs, ou les barrières douanières (en limitant l'importation de marchandises) réduisent les exportations de capitaux. La dévaluation (en réduisant le prix des marchandises à l'étranger) favorise l'exportation de marchandises donc le retour des capitaux.

## mauritanie, madagascar, cameroun, coups durs pour l'impérialisme français

Le président Moktar Ould Daddah, de la Mauritanie, Etat au sud du Sahara, vient d'annoncer qu'il rompt les accords dits de "coopération" signés en 61 entre la France et lui-même. C'est à peu près en même temps, fin janvier, que les délégués du gouvernement de Madagascar regagnaient leur pays après une suspension des discussions avec la France sur la révision des accords de "coopération". Au même moment, au Cameroun, Ahidjo saisissait le gouvernement français d'une demande de révision des accords. Tout ceci est le signe que l'édifice mis en place par de Gaulle pour préserver la domination de l'impérialisme français sur ses anciennes colonies est en train de se lézarder.

Que réclame le président de Mauritanie ?

- la suppression de "l'accord de défense" qui permet à l'armée française de survoler et de faire escorte en Mauritanie n'importe quand, pour n'importe quelle besogne contre les peuples africains en lutte.

- la suppression des "accords" de domination de la France au point de vue culturel.

- la création d'une monnaie nationale, qui permettrait à la Mauritanie d'échapper à la tutelle de la Banque d'Afrique Ouest, c'est à dire à un étroit contrôle par l'impérialisme français de la circulation et de l'utilisation des capitaux en Mauritanie.

Ceci gêne bien la bourgeoisie française qui a des intérêts appréciables en Mauritanie : ainsi elle contrôle aux côtés de capitalistes anglais et canadiens la MIFERMA, société pour l'extraction du fer, richesse minière essentielle du pays. C'est ce minerai obtenu à bas prix que le trust WENDEL SIDELOR par exemple, vient chercher, abandonnant le minerai de Lorraine où il licencie 12 000 ouvriers.

Comment s'explique la décision d'Ould Daddah, mis en selle pourtant par l'impérialisme français ? C'est qu'en Mauritanie, l'impérialisme français n'est plus le seul impérialisme sur les rangs. Les classes dirigeantes de Mauritanie espèrent tirer profit pour leur propre compte des contradictions qui s'exacerbent aujourd'hui entre ces impérialismes concurrents. Au fur et à mesure de l'approfondissement général de la crise de l'impérialisme, les mêmes

qui se vendaient pieds et poings liés au colonisateur d'hier, entrevoient la possibilité d'en tirer aujourd'hui davantage de profit, par le chantage au plus offrant.

Cette évolution au sein des classes dirigeantes de nombreux pays d'Afrique n'aboutit pas spontanément à l'émancipation des peuples de ces pays. Mais, par le réinvestissement en Afrique même d'une part importante des capitaux, elle contribue au développement du prolétariat africain, qui, un jour, aux côtés de la paysannerie, pourra prendre la tête d'une lutte conséquente pour la libération nationale. Pour cette raison, elle marque un pas vers l'indépendance et l'émancipation des peuples.

Depuis 68, les manifestations et luttes ouvrières, étudiantes et lycéennes se sont succédées en Mauritanie. La lutte révolutionnaire du peuple Mauritanien saura non seulement imposer l'application effective de l'annulation des accords de "coopération" — domination de la France, elle détruira aussi la domination impérialiste.

# Victoire pour les grévistes d'Alskanor

Victoire pour les 60 grévistes français et portugais d'Alskanor ! Le 8 février ils ont obtenu après une semaine de grève :

- le salaire minimum garanti de 1 400 F, frais de déplacement non compris, dès la fin février, sur la base de 48 h.

- les déplacements payés directement par le patron, avec liberté pour l'ouvrier de choisir son logement.

- chauffage pour chaque équipe.

- un bleu de travail pour les ouvriers de plus de 3 mois de boîte.

- élection de délégués ouvriers.
- élection d'un comité d'entreprise.

- pas de licenciement pour fait de grève.

- livraison aux maçons du béton par camions-toupiés.

La grève fut menée de bout en bout par un comité de grève organisé sur proposition des marxistes-léninistes.

La CGT ? Contactée au début, elle n'a jamais daigné se déplacer. La CFDT ? Le dernier jour de la grève elle est venue "voir", et le 9 février, elle ose signer dans "la Montagne" un article "protocole de fin de grève", où, tout en s'attribuant la victoire des ouvriers, elle cherche en même temps à atténuer cette victoire. Par exemple, d'après elle, les grévistes n'auraient obtenu le salaire minimum garanti que pour le... 30 avril ! Grossière escroquerie, qui a écoeuré la majorité des grévistes ! Avouez plutôt messieurs de la CFDT : cette victoire vous gêne.

Les grévistes connaissent les militants marxistes-léninistes : pour une bonne partie, leur femme travaille à la SCPC, elles ont fait la grève en 72, et ils se souviennent du soutien politique et matériel apporté par ces militants, lors de cette grève.

Le soutien des camarades de Front Rouge est sans relâche :

- au niveau de la popularisation de la lutte : 300 affiches collées, 2 500 tracts distribués avec chaque fois la participation de tous les grévistes.

- mais aussi au niveau de la direction de la lutte : ainsi, au moment de lâcher, le patron tente une ultime manœuvre : faire semblant de donner 175 000 AF immédiatement. Mais les ouvriers s'aperçoivent qu'en déduisant les

frais de déplacement, cela ramène le salaire minimum à 120 000, et de plus le patron ne cache pas qu'il exigera d'ici 3 mois un rendement équivalent à ces 175 000 F. Sur les conseils des camarades de Front Rouge, le comité de grève contracta en exigeant les 140 000 minimum sans augmentation de rendement.

C'est ainsi que les camarades gagnent la confiance des grévistes. Front Rouge est diffusé et lu. A la fin de la grève, grévistes et militants organisent de grandes tournées de "propagande". Pour cela, les camions de la boîte sont réquisitionnés, et on les recouvre d'affiches du comité de grève, mais aussi d'affiches Front-Rouge. Il faut encore une fois noter qu'à ces tournées participent l'ensemble des ouvriers en grève.

Quelles perspectives s'ouvrent aujourd'hui ?

- déjà les flics ont cherché à intimider les grévistes : rondes continues pendant la grève, brusque descente dans un bistrot où discutent des ouvriers et menaces ; depuis la reprise du travail, parlottes fréquentes dans les locaux de la direction... Or la moitié des grévistes, sont des Portugais directement menacés par la circulaire Fontanet. Les marxistes-léninistes proposent donc aux ouvriers d'Alskanor d'organiser la lutte pour l'abrogation de cette circulaire scélérate, contre la repression, pour l'unité des ouvriers français et immigrés.

- le patron cherchera à récupérer de quelque façon ce qu'il a été contraint d'accorder. Les marxistes-léninistes proposent aux ouvriers d'Alskanor de s'organiser contre ces tentatives de récupération, en particulier en surveillant leurs salaires par rapport aux prix : pour cela dans un premier temps établir leurs budgets, participer à l'élaboration de l'indice Front Rouge.

Les marxistes-léninistes appellent d'autre part à mettre en place en l'absence de la CGT et de la CFDT, une organisation pour continuer la lutte revendicative.

Enfin ils vont mettre à profit cette période pré-électorale pour développer intensément la propagande révolutionnaire : déjà une réunion en ce sens est prévue avec les ouvriers d'Alskanor.

Correspondant Clermont-Ferrand

## CET, les stages en usine, une main d'œuvre gratuite pour les patrons

Pendant les vacances de Pâques, pour la première fois, 2 classes de BEP électromécanique et mécanique générale seront envoyées à l'usine pour y effectuer un stage à la production. A quoi correspond ce stage ?

- d'abord, à exploiter dès maintenant les élèves en faisant de gros profits sur leur dos, car ce stage n'est pas rémunéré.

- il permet aux patrons de voir quels seront les ouvriers les plus dociles qu'ils pourront embaucher avec le maximum de profit. Ils connaîtront également ceux à qui ils pourront délivrer le certificat (ou brevet) sanctionnant leur bon apprentissage à l'exploitation capitaliste.

- il dévoile de façon encore plus claire les liens qui existent entre les besoins du patronat local et le CET, qui est là pour former une main-d'œuvre correspondant aux besoins de la bourgeoisie. Ce lien était déjà fait par la fabrication pour les capitalistes

locaux de pièces de chaudronnerie de mécanique ou de serrurerie, à l'intérieur même du bahut.

Nous ne pouvons malheureusement pas nous permettre de boycotter purement et simplement ce stage, car le chef de travaux a tout prévu en jouant sur la repression familiale. En effet, il envoie quelques jours avant l'entrée à l'usine une lettre aux parents leur disant que leur fils doit faire un stage soi-disant indispensable. Il n'oublie pas bien sûr de vanter les avantages que ceci apporte à l'élève : il aura une place toute trouvée pour la fin de l'année, si son travail est "satisfaisant".

Nous pensons mobiliser largement les élèves du CET en dénonçant l'exploitation capitaliste, l'école au service des patrons, et appeler les élèves à exiger une rémunération, égalant au moins le SMIG.

Correspondant cité technique de Villefranche.

# impôts : l'état rançonne les ouvriers

En février, 10,5 million de contribuables sont appelés à payer le tiers provisionnel.

L'impôt sur le revenu des personnes, principal impôt direct, augmentant au moins 2 fois plus vite que l'impôt sur les sociétés industrielles et commerciales (autre impôt direct) est passé de 4,21 milliards, en 58, à près de 30 milliards aujourd'hui; dans le même temps, le nombre de personnes soumises à l'impôt sur le revenu, doublait !

Qui paie l'impôt ? Aujourd'hui sur 10,5 millions de contribuables, 7 millions d'ouvriers environ ont un revenu annuel imposable inférieur à 1,5 million AF par an. Ils sont plus nombreux chaque année, les bas revenus qui deviennent imposables. Non pas que le revenu réel des travailleurs augmente, mais parce que, à cause de l'inflation, le salaire perçu augmente légèrement pour certains, bien que le pouvoir d'achat baisse.

Toute l'organisation capitaliste pour prélever l'impôt sur le revenu montre à quel point tout est fait pour pressurer essentiellement la classe ouvrière, sous couvert d'une fiscalité qui frapperait "tout le monde".

1. Pour la modernisation de l'industrie française, face à la concurrence des autres impérialismes, la bourgeoisie a imposé une série de mesures : non seulement les monopoles sont exonérés d'impôts pour leurs investissements les plus importants, mais de plus, pour encourager l'apport de capitaux, les actionnaires, dirigeants ou commis de la classe capitaliste, qui investissent une part de leurs revenus, sont exonérés d'impôts sur cette part. C'est le sens de l'avoir fiscal établi par Giscard d'Estaing et Pompidou depuis 1965. Le scandale déclenché avec la feuille d'impôts de Chaban l'année dernière a révélé que l'Etat reversait aux actionnaires après déclaration d'impôt, une nouvelle part de plus value sur leurs actions. Cela pouvait même conduire non seulement à annuler tous les impôts de l'actionnaire, mais à l'arroser copieusement avec l'argent des impôts prélevés sur les prolétaires ! Mieux encore, l'actionnaire peut alors se faire délivrer un certificat de non imposition sur le revenu qui lui donne accès à des bourses de vacances payées par certaines caisses d'allocation familiales, des tarifs préférentiels pour certains services sociaux etc... et voilà

notre actionnaire promu au rang de nécessiteux !

2. De multiples dérogations, abattements, permettent à ceux qui vivent sur le dos des travailleurs d'échapper à l'impôt pour une part de leurs revenus. Par exemple pour un médecin, les "frais professionnels" permettent de réduire le revenu évalué forfaitairement à 90 000 F par an par le fisc, au revenu imposable d'un instituteur; (débutant à 1100 F par mois) ! Non ce n'est pas pour couvrir les frais d'essence des visites aux malades, c'est pour le loyer du cabinet, l'entretien, l'éclairage etc... tout ça est exonéré d'impôts et c'est la même chose pour toutes les professions libérales.

3. Il y a enfin les erreurs du fisc. Exemple : un ouvrier marié ayant 13 500 F de revenu imposable pour 1970 se voit réclamer en 71 un impôt de 652 F le fisc avait "oublié" de compter ses 2 enfants à charge, il a dû faire plusieurs démarches pour faire annuler l'impôt. Encore faut-il payer d'abord, malgré la réclamation, sauf si une demande en bonne et due forme est adressée assez tôt au percepteur. Ces complications sont une arme de plus contre les travailleurs, et en particulier les immigrés, peu au fait de la procédure de la bureaucratie capitaliste française. Rien de tel pour les patrons, les cadres, des professions libérales qui peuvent s'offrir des conseillers fiscaux pour "gommer" une partie de leur revenus. "Mes impôts ont diminué de moitié depuis que je fais appel à un conseiller fiscal pour rédiger ma déclaration" déclarait franchement un toubib à la télé en février de l'an dernier.

Que le système fiscal défende les privilèges des capitalistes et tous leurs larbins ne signifie pas que les capitalistes échappent à l'impôt. Mais qu'y a-t-il de commun entre l'impôt qu'ils paient et l'impôt extorqué au travailleur ? Quand le travailleur paie l'impôt, les capitalistes récupèrent une partie de l'argent versé pour payer la force de travail. Quant au capitaliste, il ne fait que reverser une part de la plus value extorquée à ses ouvriers. Le seul point commun, c'est que l'impôt d'où qu'il vienne est versé à l'Etat capitaliste qui se charge de redistribuer la plus value ainsi récupérée au mieux des intérêts de l'ensemble de la classe capitaliste.

# fiscalité de la "gauche" :

## privilèges renforcés pour les cadres, PME, et autres parasites

Dans leur programme "d'union de la gauche" P"CCF et PS entendent bien laisser intact l'essentiel du système capitaliste de l'impôt.

Les cadres, les hauts fonctionnaires n'ont aucun souci à se faire. La proposition de loi qui a été présentée à l'assemblée nationale par Deferre-Ballanger Fabre, prévoit que ce n'est qu'au dessus de 70 000 F de revenu imposable soit près de 100 000 F de revenu net (pour 2 parts), que la progressivité de l'impôt devra "s'accroître". Et dans le "spécial-impôts" de

l'hebdomadaire de la CGT, une petite note en bas de la page 63 remarque tout bonnement : "la proposition de la gauche est plus avantageuse que la loi de Giscard d'Estaing jusqu'à un salaire annuel net perçu de 73 000 F pour un célibataire, 147 000 F pour un ménage sans enfant, 150 000 F pour un ménage avec 2 enfants etc..."

Dans les exemples que prend la "V.O." pour montrer les avantages que procurera la "gauche" en matière d'impôt, est-il question des ouvriers, des plus exploités ? Non, pas un mot. Ce

qu'on nous met en avant, c'est par exemple ce ménage de 3 enfants où le mari gagne 42 000 F par an, et dont on nous dit qu'avec la "gauche" au gouvernement, il paierait 458 F d'impôts en moins.

Ce n'est pas un hasard : ils prétendent "unir" l'ouvrier avec le cadre, l'ingénieur, et même les patrons des petites et moyennes entreprises derrière la revendication de la "fiscalité démocratique".

Tout le problème selon les partis de "gauche" serait que les plus gros capitalistes paient un peu plus d'impôt.

Evidemment ce que cachent soigneusement révisos et socialos c'est : à qui est versé l'impôt ? C'est-à-dire à l'Etat capitaliste qui, avec des impôts supplémentaires des capitalistes, verrait renforcé son rôle de redistributeur de la plus value, car les bénéfices, les profits, les dividendes ne sont qu'une forme de plus value.

Que les capitalistes fournissent une part plus ou moins grande de leur capital à l'Etat ne change rien au fait que ce capital est toujours issu de l'exploitation des travailleurs, et utilisé contre eux par la bourgeoisie maîtresse de l'Etat.

Toutes les propositions de la gauche reviennent non pas à la suppression de l'impôt qui frappe les travailleurs mais à une distribution différente des richesses entre les capitalistes. Alors que le "programme commun" déclare : "l'imposition des profits réels des sociétés sera activée" (p. 132), il dit aussi : "le développement des petites et moyennes entreprises sera au besoin assuré par différentes mesures financières, notamment des allègements fiscaux appropriés" (p. 187). Si on ajoute à cela que la "gauche" prévoit "une indemnisation équitable des petits et des gros porteurs d'actions" (p. 186), comme au lendemain de la guerre où les actionnaires des entreprises nouvellement nationalisées reçurent un joli pécule prélevé sur le budget d'Etat alimenté par les travailleurs, alors que communistes et "socialistes" étaient au gouvernement, on peut être sûr qu'avec la "gauche" au pouvoir, les travailleurs subiraient le poids croissant de l'impôt.



Pour la CGT, tondus ou pas, l'ouvrier reste un mouton

# exploitation forcée des ouvriers agricoles

Je viens de travailler un mois chez un paysan de la région lyonnaise, spécialisé dans la culture fruitière (40 ha). Ici j'ai vraiment vu qu'est-ce que signifiait être ouvrier agricole. En effet ici il y a 2 employés tous les 2 plus exploités l'un que l'autre.

Le 1<sup>er</sup>, 32 ans, travaille dans la ferme depuis 7 ans. Avant il faisait la marée sur un chalutier en Normandie. Le patron semble l'avoir tiré de gros ennuis en l'embauchant.

Le 2<sup>e</sup>, 42 ans, il est ici depuis 18 ans. Avant il travaillait dans la boucherie où il était depuis l'âge de 14 ans. Il a abandonné son emploi qu'il trouvait trop pénible. C'est alors qu'il était au chômage que son actuel patron lui a proposé du travail.

Le travail commence à 6 h du matin et dure jusqu'à 12 h 30 ou 12 h 45. On repart à 13 h 30 quand ce n'est pas 13 h 15, jusqu'à 20 h 30 ou 21 h, soit 13 h minimum de travail par jour pendant 6 jours, parfois 6 jours et demi par semaine, pour 400 F par mois pour le 1<sup>er</sup> et 10 F par semaine pour le 2<sup>e</sup>. Ce par tous les temps.

Le 1<sup>er</sup> me racontait qu'un jour où ils avaient taillé leurs pommiers (fin de l'automne), ils avaient tellement froid aux mains, qu'ils ne pouvaient plus désserrer leurs doigts du sécateur.

Quand il n'y a pas de travail on les renvoie. Je ne dis même pas on les licencie, car ceci sous-entendrait qu'ils sont chômeurs et reçoivent en tant que

tels quelques miettes. Non, on les jette purement et simplement à la rue car ils ne sont pas déclarés. Ceci est arrivé il y a quelques années à une période creuse, le patron leur a dit d'aller se faire embaucher ailleurs en attendant qu'il y ait à nouveau du travail.

Bien sûr leurs conditions de travail se répercutent sur leurs conditions de vie. Ainsi le second couche dans une grange été comme hiver. Il est considéré comme un chien.

Quand X se plaint de n'être pas assez payé, la patronne lui dit : "si tu n'es pas content, la porte est grande ouverte". Partir, oui, mais pour aller où, et comment, quand on ne possède même pas de quoi descendre à Lyon ! Alors il est bien obligé de se taire, il est attaché pieds et poings liés.

Ne se croirait-on pas revenu 60 ans en arrière au temps des moujiks dans la Russie tsariste ! Avec ces hommes qui ne possèdent même pas le droit de mener leur vie comme ils l'entendent.

— avec ces hommes ramenés au rang de la bête de somme,  
— avec ces hommes qui font partie des bien d'un patron, qui n'hésite pas à les rouer de coups de baton.

Ces ouvriers secouent le joug qui les écrase et rejoindront leurs frères de classe des usines pour les combats révolutionnaires.

Témoignage d'un jeune lycéen maconnais

# LA "GAUCHE" EN CAMPAGNE

## les maires "de gauche", les expulsions...

Les 28-29 janvier, la municipalité "Union de la Gauche" de Massy, vient de faire "résorber" les 2 derniers bidonvilles habités par des ouvriers arabes et portugais. Le logement ? Pour les uns (la majorité des portugais) il n'est qu'une vague promesse, et c'est donc la menace d'expulsion. Pour les autres, la circulaire Fontanet joue aussi son rôle à plein : "vous acceptez le logement ou alors, pas de papiers". Les habitants nord-africains ont exigé que le loyer du nouveau foyer soit abaissé à 120 F (au lieu de 183 F), et qu'il y ait droit de visite. Réaction de ces messieurs de la mairie : "on n'y peut rien !"

Allons donc !  
— Ils s'étaient cependant portés garants que pour entrer au foyer il ne faudrait verser que le loyer plus 40 F de caution. Mais le jour du logement les travailleurs doivent déboursier 30 F supplémentaires.

— Ils avaient promis que le jour du "déménagement" ils veilleraient à ce que les flics ne viennent pas, et pourtant ils y étaient.

— Plusieurs amis français sont venus au foyer le samedi. La municipalité était là pour les empêcher de monter dans les étages.

— Ce sont les employés municipaux qui ont saccagé une partie du bidonville portugais.

Correspondant Massy

## et les licenciements

Ayache, ouvrier aux automobiles Peugeot (Sochaux) a été licencié fin janvier. Il a demandé sa réintégration, mais direction et syndicats font la sourde oreille. Alors il décide de faire une grève de la faim à la mairie, et va demander à Bouloche le maire "socialiste" une salle pour s'y installer. Refus : il s'y installe quand même... et, le jour même (7 février), Bouloche réquisitionne tous les flics du pays de Montbéliard qui l'expulsent violemment. Le maire explique : "Nous ne pouvons pas nous laisser imposer une action qui n'est pas dans le cadre des actions municipales". Mais faire appel à la police, c'est une action municipale, n'est-ce pas M. Bouloche ? Vous le dites vous-même : "il n'y a pas d'autre moyen pour un maire dans la législation actuelle de faire appliquer ses décisions". Et vous ajoutez : "Nous sommes une municipalité socialiste qui a toujours travaillé en relation avec les organisations syndicales pour les aider à défendre les travailleurs". Le député socialiste Bouloche a simplement bien compris le programme de la gauche : ou bien tu suis les syndicats (et tu reste à la porte), ou bien c'est les flics. Voilà ce que signifie "lutter contre les licenciements" pour "l'Union de la Gauche" !

Correspondant Sochaux

## de Moch à Deferre

Interviewé par le "Figaro" sur la répression des mouvements gauchistes, Deferre, millionnaire "socialiste" répondit d'abord qu'un "gouvernement qui prendrait clairement position sur

les grands problèmes, ne justifierait pas ces mouvements, et n'aurait certainement pas à les réprimer", et puis, prévoyant, il rajouta que "si, par principe, les gauchistes cherchent à semer la discorde... eh bien, dans ce cas, il ne faut pas hésiter à être sévère. La démocratie, ce n'est pas la faiblesse, ni la pagaille, ni le désordre, il ne faut pas confondre".

Avis à la classe ouvrière : l'union de la gauche, c'est le remède miracle à la lutte de classe, plus aucun mouvement ne se justifie, donc, tout mouvement sera réprimé sans faiblesse. Voilà qui promet de beaux jours aux capitalistes français... grâce à l'Union de la Gauche. Mais au fait, Deferre n'appartient-il pas au même parti que Jules Moch, qui a réprimé dans le sang les grandes grèves de 47-48 ? Décidément, le PS reste fidèle à sa vieille tradition contre-révolutionnaire.

## les aléas de la publicité

En reconnaissant sur les affiches électorales du P"CCF sa photo qu'il avait accordée à un magazine agricole, un paysan breton s'est mis en colère. Pas d'accord, pensez donc, lui qui vend 40 000 poulets par an, il ne se considère pas comme membre de l'Union Populaire. Pendant une longue conversation téléphonique Marchais a pourtant essayé de le convaincre du contraire... en vain. Et les militants du P"CCF vont sans doute être obligés de décoller une bonne partie des affiches qu'ils avaient collées avec tant d'ardeur. Quand on appartient à un parti bourgeois, qui utilise les méthodes de la publicité bourgeoise, il faut en subir les conséquences.

## lyon

vendredi 23 février  
20 h 30  
Bourse du Travail

## meeting front rouge ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

avec la participation d'André ROUSTAN,  
ouvrier marxiste-léniniste, ancien FTP

## le 4 mars, n'allez pas voter allez plutôt au MEETING DES C.I.P.

de 14 à 20 h / salle de la Mutualité / Paris

# 21 février 1973

## fêtons la victoire des combattants anti-impérialistes

Le 21 février 1944, un peloton d'exécution de la Wehrmacht fusillait au Mont Valérien 22 résistants qui appartenaient au détachement commandé par le héros arménien Missak Manouchian. Ces 23 héros étaient de 6 nationalités différentes : 5 Italiens, 2 Arméniens, 1 Espagnol, 3 Hongrois, une Roumaine, 8 Polonais, et 3 français. Leur détachement relevait du Mouvement des Ouvriers Immigrés, organisation communiste fondée en 1934, qui dépendait de la III<sup>e</sup> Internationale. Combattant aux côtés des résistants français, ils avaient, les armes à la main, porté des coups terribles aux occupants nazis. Après 3 mois de tortures, après avoir placardé dans toute la France une ignoble affiche rouge qui flétrissait leur nom et leur visage, l'occupant nazi les fusillait. Devant le peloton d'exécution ils criaient : "nous mourons pour le bonheur des hommes". Leur sacrifice est devenu le symbole de la solidarité des peuples contre le fascisme et l'impérialisme. Le 21 février est devenu une journée internationale anti-impérialiste de victoire et de combat. Cette tradition internationaliste a été reprise par les organisations étudiantes qui, pen-

dant la guerre d'Algérie, ont appelé à des manifestations de solidarité avec les patriotes algériens contre le colonialisme français. C'est le 21 février 1967 que naissent les premiers Comités Vietnam de Base : 2500 anti-impérialistes scandent avec force pour la 1<sup>re</sup> fois dans les rues de Paris le mot d'ordre : "FNL VAINCRA". Le 21 février 1968, en solidarité avec le déclenchement victorieux de l'offensive du Têt par le peuple Vietnamien, à l'appel des CVB, 3000 anti-impérialistes manifestent contre l'ambassade des fantoches Saïgonnais à Paris, le drapeau du FNL est hissé sur l'officine des marionnettes, et les manifestants affrontent les charges violentes des CRS que l'impérialisme français envoie au secours des fantoches.

Cette année, le 21 février est un 21 février de victoire, celle du peuple Vietnamien contre l'impérialisme US. C'est cette victoire que vont célébrer les CIP, renouant avec cette grande tradition internationaliste, dans le grand meeting anti-impérialiste qu'ils organisent le 4 mars.

Mais le 21 février, c'est aussi le magnifique exemple d'internationalisme qu'ont donné des travailleurs

immigrés frères de combat des résistants français contre l'occupation nazie. Le flambeau de cette lutte est aujourd'hui repris par les travailleurs immigrés qui depuis Mai 68 entrent de plus en plus nombreux en lutte aux côtés des travailleurs français contre l'exploitation de l'impérialisme français. Ce flambeau, il est aujourd'hui repris par les travailleurs immigrés quand ils combattent la scélératesse circulaire Fontanet, dirigée contre toute la classe ouvrière de France.

La solidarité des peuples du monde, pour le groupe des 23 n'était pas une simple formule, c'était une ligne de conduite. Honorer leur mémoire c'est développer notre soutien aux peuples du monde en lutte contre l'impérialisme, c'est lutter pour l'indépendance des peuples colonisés par l'impérialisme français ; honorer leur mémoire c'est forger en France l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés contre l'exploitation impérialiste.

**GLOIRE AUX 23 !  
A BAS L'IMPERIALISME !  
VIVE L'INTERNATIONALISME  
PROLETARIEN !  
OUVRIERS FRANCAIS IMMIGRES  
UNE SEULE CLASSE !**

## la collusion URSS-USA à l'aide du sionisme

Le général Dayan déclarait le 16 février : "Nous avons maintenant la puissance militaire, des effectifs humains qui, grâce à l'immigration des juifs de l'URSS, nous permettent de nous installer partout... Nous pouvons donc réaliser les aspirations historiques du sionisme et le rêve cher de la nation juive, depuis tant de générations, en nous installant sur tout le territoire d'Etat-Israël. Ne manquons pas cette chance historique à laquelle même les plus optimistes n'avaient jamais rêvé."

de la politique sioniste. L'objectif avoué, c'est l'expansionnisme, "le vieux rêve sioniste du Nil à l'Euphrate". Et aujourd'hui, les 2 super-puissances donnent aux sionistes les moyens de leur politique : les impérialistes américains fournissent les armes et les sociaux-impérialistes soviétiques, les hommes.

Dayan à Damas : lui-même la collusion des 2 super-puissances contre les peuples arabes, contre le peuple palestinien.

## les C.I.P. préparent activement le meeting du 4 mars dunkerque

Le 8 février, le CIP de Dunkerque, dans le cadre de la préparation du meeting central du 4 mars, a organisé un meeting avec projection du film vietnamien "le riz dans la ceinture de Saïgon" et d'une série de diapos relatant la lutte du peuple algérien. Une cinquantaine de personnes (ouvriers d'Usinor et des ACDB, des lycéens et surtout des travailleurs immigrés) ont applaudi les interventions célébrant la récente victoire du peuple vietnamien, la poursuite héroïque de la lutte du peuple palestinien, dénonçant le rôle de l'impérialisme français, agent de la propagande US et sioniste, entremetteur du terrorisme anti-arabe. Des motions de soutien au GRP, à la RDV, au FUNK et à l'OLP ont été adoptées. De nombreuses brochures anti-impérialistes ont été vendues, une collecte organisée, plusieurs contacts pris.

Ce meeting a été une excellente préparation au meeting du 4 mars. Il sera poursuivi par la projection du film "Palestine Vaincra", par la campagne de signatures de la motion et de collectes qui se chiffrent à ce jour à plus de 100 signatures et 500 francs.

CIP Dunkerque

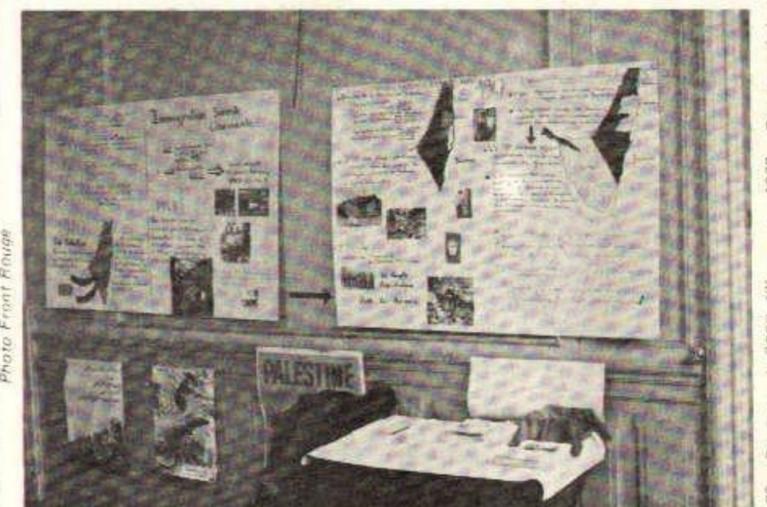
## vallée de la fensch

Le CIP de la vallée de la Fensch récemment créé, a organisé une réunion d'une quinzaine de personnes le 2 février dans un foyer de travailleurs de Thionville au cours de laquelle des interventions ont dénoncé les crimes US-Thieu, expliqué la poursuite de la lutte du peuple vietnamien. Un montage de diapos a été passé. Des contacts pris à cette occasion ont permis la tenue d'une nouvelle réunion au foyer de travailleurs immigrés d'Uckange-Richemont (dans lequel certains camarades avaient déjà noué contacts avec des travailleurs de la Somafer).

Une centaine d'ouvriers algériens et marocains ont participé à la réunion. Nos interventions sur la nature de la lutte du peuple vietnamien et ses victoires, sur le soutien nécessaire aux peuples indochinois, sur le rôle des CIP ont rencontré un écho favorable. Des travailleurs immigrés ont pris en main eux-mêmes la diffusion des vignettes pour le meeting du 4 mars des CIP, ils ont manifesté leur désir de participer au travail militant du Comité, et de venir le 4 mars à la Mutualité. En commun avec eux, il a été décidé d'organiser un nouveau meeting sur la lutte du peuple palestinien.

CIP Fensch.

## besançon



A Besançon, le CIP, avec l'Union des étudiants Marocains et l'AEMNAF a organisé une exposition anti-impérialiste. Cette exposition préparée par une quinzaine de camarades (lycéens, profs, 4 ouvriers, un paysan) avait été annoncée par affiche et par un tract traduit en arabe et en espagnol distribué dans une usine et un foyer. 120 personnes ont contactées par cette exposition. Des contacts pris avec des lycéens vont permettre de faire l'expo dans leur lycée et d'y développer la mobilisation pour le meeting central du 4 mars. En vue du 4 mars, le travail va se développer sur les foyers.

CIP Besançon

## HALTE A L'AGRESSION US AU CAMBODGE

Contrairement aux termes de l'accord de Paris, l'armée US n'a pas encore cessé toute activité contre-révolutionnaire en Indochine. L'aviation US continue à bombarder le Laos et le Cambodge.

La guerre d'Indochine continue au Cambodge. Le 9 février, le porte-parole du Pentagone déclarait encore que l'aviation US continuerait à "appuyer l'armée fantoche de Lon Nol, jusqu'à ce que soit signé un cessez le feu". En même temps, Nixon a repoussé les offres de négociations faites par le Grunk en exigeant que Lon Nol, fantoche US de Phnom Penh, participe à ces négociations.

Ceci est totalement inacceptable par le Grunk, car la situation, au Cambodge est différente de celle du Vietnam.

Légalement, le prince Sihanouk incarne la continuité du pouvoir au Cambodge, et le Grunk est donc le seul gouvernement légal. Il est du reste reconnu en tant que tel par les pays socialistes et de nombreux autres pays.

Malgré cela, l'URSS refuse toujours de reconnaître le Grunk et persiste à maintenir des relations diplomatiques avec Lon Nol.

Militairement, la victoire des FAPLNC ne fait aucun doute. Le peuple cambodgien a du reste bénéficié de l'aide de ses frères d'arme vietnamiens. En effet, pour faire face à la lutte du peuple vietnamien, au nord comme au sud, Nixon a été obligé de réduire considérablement l'aide qu'il avait pu apporter à son fantoche de Phnom Penh. Et quand, aujourd'hui, Lon Nol déclare à grand fracas cesser toute opération offensive contre les FAPLNC, il ne fait qu'avouer que, depuis bien longtemps, son armée est incapable de lancer toute offensive.

Politiquement, la juste ligne d'Union Nationale du Parti Communiste Khmer, en favorisant le ralliement de Sihanouk, a grandement accéléré le ralliement de très larges couches de la population au sein du FUNK. Aujourd'hui, le GRUNK contrôle près de 90% du territoire national, où vivent plus

de 70 % de la population.

Pour toutes ces raisons, le FUNK, avec le soutien total de la RDV et du GRP a décidé de continuer le combat jusqu'au départ complet des impérialistes US et de leurs fantoches de Phnom-Penh.

Récemment, les FAPLNC ont complètement balayé les positions ennemies autour de Tram Khnar, à 40 km au Sud Ouest de Phnom Penh et ont libéré la ville de Rormees, au Nord Ouest de la capitale. En tout, 2700 ennemis ont été mis hors de combat.

A Phnom Penh même, une grande grève de 40 000 ouvriers contre l'exploitation de la clique fantoche, a éclaté le 5 février. Récemment, un grand meeting de 2700 personnes a été organisé dans la région de Phnom Penh pour soutenir la politique du GRUNK.

La clique fantoche de Lon Nol vit ses derniers instants.  
**ARRET DES BOMBARDEMENTS US SUR LE CAMBODGE !  
A BAS LA CLIQUE LON NOL !  
GRUNK A PHNOM PENH !**

## halte à la répression contre les patriotes marocains

Le 24 janvier, Hassan II, le roi du Maroc fantoche de l'impérialisme a décidé de dissoudre l'Union des Etudiants Marocains. Une vague massive d'arrestations des principaux dirigeants étudiants, et le renvoi de tous ceux qui ne réintégraient pas les cours a immédiatement suivi.

Une telle mesure prend place dans le cadre de la répression fasciste qui s'abat contre la montée des luttes des masses populaires. Le mouvement populaire qui subit de plus en plus durement les conditions de vie qui lui sont imposées par un régime vendu à l'impérialisme est passé du cadre revendicatif à la confrontation directe avec l'appareil d'état. Les paysans pauvres occupent les terres des grands propriétaires féodaux dans de très nombreuses régions. Les grèves se multiplient dans tous les secteurs : ouvriers de Esso, Général Tyre, mineurs de Khouribga, 10 000 cheminots le mois dernier,

dockers de Casablanca, 2000 ouvriers des tissages de FES. Depuis la rentrée scolaire, les enseignants et les étudiants sont en grève.

Le gouvernement de Hassan y a riposté par une répression féroce : enlèvements de militants, arrestations massives, tortures barbares dans les prisons. Deux procès de militants sont en préparation : l'un à Casablanca contre 49 militants, l'autre à Oujda contre 40 militants.

Une telle répression, plutôt que d'abattre le mouvement populaire, l'a encore renforcé. Dans les prisons, les militants emprisonnés, comme les 49 de Casablanca, ont déclenché une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et exiger leur libération ; les grèves et les occupations se poursuivent, les étudiants ont immédiatement manifesté à Casablanca, à Rabat, FES pour protester contre la dissolution de l'UNEM.

L'impérialisme français est le complice direct de cette répression. Cette complicité apparue au grand jour au moment de l'enlèvement et de l'assassinat de Ben Barka avec l'aide efficace de la police française n'a fait que se renforcer. C'est avec l'aide de l'impérialisme français que Hassan II, après le coup d'état du 16 août 72 a réorganisé son appareil répressif pour tenter d'abattre le mouvement populaire : de nouvelles polices parallèles ont été créées, dont la direction de la surveillance du Territoire calquée sur la DST française. La télévision française ne rate pas une occasion de vanter les mérites du roitelet fantoche Hassan II. Par contre, la presse bourgeoise fait le silence sur la montée des luttes et la répression qui s'abat sur elles.

Denonçons la répression fasciste du fantoche Hassan ! Denonçons la complicité de l'impérialisme français !

### en vente : les brochures front rouge

- les OS face à l'intensification du travail 2 f.
  - la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f.
  - l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 f.
  - le programme commun de la "gauche" : un programme bourgeois ! 2 f.
- ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

### demande de contact

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_

envoyer cette demande à Front Rouge : BP 47/69397 LYON CEDEX 3

### abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

|            | France         |              | Etranger       |               |
|------------|----------------|--------------|----------------|---------------|
| Pli normal | 1 an<br>6 mois | 20 F<br>10 F | 1 an<br>6 mois | 40 F<br>20 F  |
| Pli fermé  | 1 an<br>6 mois | 70 F<br>35 F | 1 an<br>6 mois | 100 F<br>50 F |

**abonnement : 3 mois : 5 f**